Réflexions sur un sondage – 7.10.05

L'institut BVA vient de rendre publique (*Le Figaro*-LCI) sa deuxième vague de sondage sur les élections présidentielles de 2007. À une telle distance du scrutin, l'intention de vote reste très théorique. Gardons-nous donc de penser que nous voyons déjà là ce qui va advenir. Mais la répartition des choix dit quelque chose, fût- ce de façon déformée, de l'état réel des perceptions politiques.

1. La droite, socialement contestée et politiquement bousculée depuis 2002, reste pour l'instant majoritaire. Elle l'est massivement au premier tour (entre 59% et 62% selon les hypothèses de candidature) et, de façon moins nette mais réelle, elle l'est au second tour (entre 51% et 59%). L'exaspération sociale se cristallise dans un scrutin de type référendaire, mais ne se traduit pas mécaniquement quand il s'agit d'élections visant à choisir les futurs détenteurs du pouvoir. Il y a déconnexion persistante entre le refus des choix libéraux et les perspectives politiques. La gauche telle qu'elle est n'attire pas avec assez de force. Nous ne sommes pas sortis du cycle de discrédit manifesté par le vote présidentiel du 21 avril 2002.

2. La situation à l'intérieur de la gauche confirme en même temps le rééquilibrage que suggérait le vote du 29 mai. Ce jour-là, l'hégémonie socialiste installée depuis vingt-cinq ans a vacillé. Le sondage BVA ne contredit pas cette tendance. Selon les hypothèses retenues, le total de l'extrême gauche et du PCF se situe entre 14% et 17%. Par ailleurs, le candidat ici retenu des Verts est Noël Mamère dont l'image, quoique l'on pense de la personnalité du dirigeant écologiste, est liée à une certaine radicalité : les sondeurs lui attribuent un potentiel de voix situé entre 4% et 8%. Si l'on additionne l'ensemble de l'extrême gauche, des verts et du PCF, on obtient ainsi un volant électoral de 18% à 22%. Or le potentiel du PS au premier tour est situé lui-même entre 16% et 22%. Rassembler la gauche autour d'un projet rompant avec ce qu'elle a fait au pouvoir depuis plus de vingt ans : cet objectif n'a plus rien d'une utopie.

3. Pourtant, nous sommes loin du compte. La gauche plus « alternative », quand on cumule ses scores, peut faire jeu égal avec le PS : il reste qu'elle est dispersée et, ce faisant, ses candidats peuvent postuler, au mieux, au statut de premier des « petits ». Aucune de ses composantes ne parvient à la barre symbolique des 10%. Ce qui revient à laisser, une fois de plus, la main à un PS pour l'instant affaibli (ses intentions de vote passent d'une fourchette 17-28% en juin à une fourchette 16-22% au début octobre) mais toujours en position de force. Or cette situation fragilise la gauche tout entière. Une gauche d'alternative dispersée et un PS qui reste englué dans son adaptation plus ou moins « sociale-libérale » : c'est la chance d'une victoire pour la droite en 2007 et sans doute en 2008.

4. Pour l'instant, nous en restons au face-à-face d'une gauche prétendument « réaliste », mais qui renonce à ses valeurs transformatrices au nom des « contraintes » du marché, et d'une gauche exclusivement protestataire, mais hors d'état d'incarner une perspective crédible. Il faut se sortir de cette impasse. Et pour cela, il est bon de s'arc-bouter sur quelques fondamentaux… La gauche répond aux attentes de celles et ceux qui s'en réclament si deux conditions sont réunies : qu'elle s'ancre dans l'exigence de la transformation sociale et qu'elle vise à être majoritaire pour travailler pratiquement à ladite transformation. Une gauche d'adaptation se renie ; une gauche de témoignage s'essouffle. Il faut donc vouloir deux choses en même temps : que la gauche se rassemble, et qu'elle se fasse autour d'idées, de perspectives, de propositions de transformation sociale. Il ne faut pas vouloir l'un ou l'autre de ces objectifs – le contenu ou le rassemblement – mais les deux : le contenu ***et*** le rassemblement, la dynamique majoritaire sur une démarche antilibérale, ouvertement alternative. Mais si l'on veut l'un et l'autre, il n'y a pas de raccourci possible : le mouvement populaire doit être à tout moment maître du jeu ; les forces d'alternative ne peuvent pas être dispersées. Nous n'en sommes pas là. Le sondage le montre. Rien ne sert de se le cacher.

5. Pour l'instant, toujours, Olivier Besancenot d'un côté, Ségolène Royal engrangent les meilleurs résultats. Le jeune dirigeant de la LCR bénéficie à la fois du désir de renouveau politique

et de l'image de radicalité évidente et simple que la LCR a cultivée dans les années 90, quand le PCF lui laissait le terrain, engoncé qu'il était dans sa participation à la « gauche plurielle ». Le vote d'extrême gauche est une manière de manifester son exaspération en donnant un coup de pied dans la fourmilière. Le problème est que si l'on exprime ainsi un refus, on le fait d'une manière qui ne change pas sur le fond la donne à gauche. Ségolène Royal, de son côté, bénéficie d'une certaine pugnacité et, comme femme, elle semble garante d'une politique moins politicienne, plus vraie. Mais elle cristallise ces aspirations positives sur une ligne qui maintient sur l'essentiel la politique socialiste qui a porté la gauche à l'échec. Les intentions de vote prêtées à Marie-George Buffet sont quant à elles modestes (3% à 4%). N'en déduisons aucune projection sur l'avenir : elles sont un indice de notre image politique à un moment donné. Une photographie, pas nécessairement un film. Mais ne soyons pas non plus indifférents au signe qui est donné. Les chiffres bruts nous disent tout à la fois que nous ne sommes pas sortis de la longue évolution négative qui a altéré l'utilité politique perçue du vote communiste, et que le message dont nous disons vouloir être les porteurs n'a pas encore convaincu.

6. Le 29 mai a montré la force de l'antilibéralisme ; mais on doute, à gauche, que la dynamique de la campagne référendaire puisse se déployer sur d'autres terrains, d'autres enjeux, d'autres échéances électorales. L'espoir existe, immense, que cela puisse se réaliser ; mais on ne pense pas que cela soit vraiment possible. Or, sans la conviction de cette possibilité, la voie n'est libre que pour trois attitudes possibles : l'abstention durable, le vote protestataire ou le vote utile… Le sondage ne dit pas autre chose. Tant que n'apparaîtra pas, dans l'offre politique, une pratique mêlant étroitement rassemblement et contenu, respect de chaque sensibilité et dynamique commune ; tant qu'une expérience significative ne fera pas la démonstration qu'un processus exigeant de convergence antilibérale peut faire bouger les lignes et rendre possible une majorité transformatrice ; tant que tout cela ne prendra pas la force de l'évidence, la gauche sera en panne. Et alors, hélas, ce n'est pas une droite « modérée » qui en tirera le bénéfice….

Reconnaissons que, sur la gauche, sur le rassemblement et sur l'antilibéralisme, nous n'avons pas toujours été bien clairs dans la période écoulée, notamment entre 1997 et 2002. Je pense que, aujourd'hui, nous atteignons à un équilibre intéressant. Nous ne regretterons jamais d'avoir voulu et de vouloir rassembler la gauche. Mais nous ne recommencerons pas la gauche plurielle, car cette manière-là de jouer la pluralité conduit au renoncement et donc à l'échec. Tel est le point de départ nécessaire. Le point de départ, pas le point d'arrivée… Si les communistes ne peuvent accepter d'être la roue de secours du PS, ils n'ont pas plus de propension à être les aiguillons marginaux de majorités vouées à l'hégémonie de quelque social-libéralisme que ce soit. Il y a trop de colère, dans cette société inhumaine, pour que nous nous cantonnions dans la seule protestation. La colère sans perspective politique ne conduit qu'au ressentiment. Nous voulons contester, mais pour construire ; critiquer impitoyablement le social-libéralisme, mais pour que la gauche gagne et, enfin, cesse de trahir les attentes qui se portent sur elle. Et pour que tout cela advienne, pour que la gauche se rassemble dans un esprit de transformation sociale, rien aujourd'hui n'est plus meurtrier que l'éparpillement des forces d'ores et déjà engagées sur le terrain d'une alternative au libéralisme ambiant. Rien n'est plus désastreux que cela…

Nous serions irrémédiablement perdus si nous lâchions une seconde sur cette idée-là. La convergence combative de tout ce qui pousse à la transformation sociale conséquente, sans tabou, sans exclure a priori qui que ce soit dans ce processus… Voilà la clé de toute avancée dans les mois à venir. Si cette idée est décisive, si elle est le corollaire politique nécessaire de l'engagement concret dans les luttes, alors c'est à sa mise en pratique que les communistes doivent s'atteler ; c'est autour d'elle que le PCF doit s'identifier, reconstruire la perception de son utilité. Être communiste aujourd'hui, c'est porter dans la lutte sociale l'exigence du rassemblement pour d'autres choix, pour une autre société. C'est créer les conditions pour que le peuple débatte, et de tout : des contenus de l'alternative, des dynamiques de rassemblement qu'elle suppose et des « traductions » électorales qu'elle exige.

Hors des dynamiques antilibérales, pas d’avenir réel pour le communisme. Notre affirmation propre et la priorité que nous donnons au rassemblement sont inséparables. Fiers d’être nous-mêmes et promoteurs inlassables du « tous ensemble » : tel est notre horizon.

Roger Martelli, directeur du mensuel *Regards*, membre du Conseil national du PCF